

## **Non au hold-up du gouvernement sur les HLM!**

Déclaration des élus communistes et citoyen de la ville de Rouen.

Les élus communistes et républicains ont fait part, notamment auprès de l'Assemblée et du Sénat, de leur indignation face à ce projet de l'Etat d'opérer sur les organismes HLM un véritable « hold-up » de 340 millions par an à compter du 2011.

L'union sociale pour l'habitat, les organismes HLM et leurs associations professionnelles régionales, partagent cette réaction.

Il nous faut donc tous ensemble réagir et obtenir de l'état une véritable politique du logement pour tous et partout.

### **NON à une nouvelle taxe sur les loyers HLM / OUI au renforcement de la solidarité nationale en faveur du logement social.**

Ce projet est une opération de pickpocket dans les poches des locataires HLM. Il est injuste et inefficace de faire supporter aux locataires HLM cet effort financier. Cela va d'autre part affaiblir les capacités des organismes HLM à investir dans les constructions neuves et d'entretenir leur patrimoine. Les files d'attente des demandeurs de logements sociaux vont s'allonger et des emplois dans les filières du bâtiment vont être supprimés. Ces mesures, qui tournent le dos à une république solidaire, sont injustes socialement et inefficaces économiquement.

Comment accepter que la politique nationale en faveur du logement social soit financée par la seule contribution des locataires HLM quand la nation toute entière finance le bouclier fiscal (640 millions d'euros réservés aux 19 000 foyers les plus aisés) ou les dispositifs Scellier de défiscalisation pour les multi-propriétaires.

### **NON à un surloyer d'exclusion / OUI à un surloyer de solidarité**

Les nouvelles règles de majoration du surloyer vont aggraver la difficulté au maintien de la mixité sociale sur le territoire.

Nous nous opposons à la majoration du supplément de loyer solidaire (SLS) qui apparaît, compte tenu des montants en jeu, comme un véritable « avis d'expulsion ».

De plus la hausse spectaculaire des prix de l'immobilier rend illusoire le fait que ces nouvelles règles de surloyer facilitent un parcours résidentiel.

### **NON à la vente du logement HLM / OUI à la production nouvelle de logements sociaux**

La vente des logements sociaux ne sert qu'à cacher le désengagement financier de l'état concernant l'aide à la pierre.

L'état doit prendre conscience que le droit au logement pour tous et partout passe par la construction massive de logements sociaux.

Les élus communistes et républicains demandent :

au gouvernement de revenir sur le projet de prélever 340 millions d'euros sur les organismes HLM

de ne pas appliquer le surloyer de solidarité nouvelle formule vidant des organismes d'un grand nombre de locataires soit disant « aisés »

de ne pas imposer la vente de logements sociaux comme réponse au financement de nouvelles constructions

de faire appliquer la loi SRU dans toutes les communes  
L'arrêt des expulsions locatives

Enfin que l'état joue pleinement son rôle permettant que chacun puisse prétendre à un logement

### **Pour la cohésion de la majorité municipale**

Déclaration du groupe municipal "communiste et citoyen" de la ville de Rouen".

Le groupe des élu-es communistes et citoyen de la ville de Rouen vient d'apprendre que les discussions entre le groupe des élu-es Verts et le Maire n'ont pas permis de donner lieu à un accord permettant de sortir de la situation actuelle.

A l'heure où toutes les forces de gauche doivent être rassemblées pour, au niveau national :

- Exiger, aux côtés des syndicats unis, le retrait de la réforme des retraites
- S'engager dans une bataille permettant de défendre les collectivités locales gravement mises en danger par la réforme territoriale
- Refuser la xénophobie d'Etat

Et au niveau local :

- Trouver des solutions, malgré les contraintes financières, pour répondre aux attentes de la population en matière de solidarité et d'égal accès aux services municipaux
- Défendre les services publics locaux, notamment le CHU et La Poste, victimes de la politique libérale .

Le groupe des élu-es communistes et citoyen en appelle à la cohésion de la majorité municipale qui comprend la diversité des forces de gauche et qui est traversée par de légitimes débats.

Notre volonté reste intacte de faire de la politique autrement, associant les forces de gauche et la population autour d'un projet partagé et fortement soutenu en 2008 par les Rouennais. Ainsi, les différences d'approches doivent pouvoir s'exprimer librement en privilégiant le dialogue.

A l'heure où nos concitoyens expriment leur rejet de la politique nationale et où nombre d'entre eux sont en situation d'insécurité sociale grandissante, nous appelons la gauche rouennaise et écologiste à se mettre au service du rassemblement contre cette politique et à mettre toute son énergie pour répondre aux besoins des Rouennaises et des Rouennais. Rien ne nous détournera de cette exigence.